

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 03/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ABATTOIR INTERCOMMUNAL DU KREIZ BREIZ**

12 rue Rosa Le Hénaff  
22110 ROSTRENEN

Code AIOT : 0005500126

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement SCIC ABATTOIR DE ROSTRENEN implanté 12 Rue Rosa Le Hénaff à ROSTRENEN (22110). L'inspection a été annoncée le 19/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ABATTOIR DE ROSTRENEN
- 12 Rue Rosa Le Hénaff - 22110 Rostrenen
- Code AIOT : 0005500126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCIC Abattoir de Rostrenen exploite un abattoir multi-espèces (bovins, porcs, ovins,...) depuis juin 2015.

L'installation et ses annexes sont autorisées par arrêté préfectoral du 19 juin 1998 à exploiter un établissement d'abattage et de découpe d'animaux de boucherie.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- situation administrative du site au regard de la nomenclature ICPE;
- modalités de prétraitement et de surveillance des rejets aqueux sur le site;
- contrôle des obligations relatives aux fluides frigorigènes fluorés.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Sécurité électrique	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	Demande de justificatifs à l'exploitant	15 jours
6	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Eaux résiduaires industrielles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28	Demande d'action corrective	6 mois
8	Eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
9	Eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33	Demande d'action corrective	6 mois
11	Fluides frigorigènes et gaz à effet de serre fluorés	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 1.1	Sans objet
2	Accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4	Sans objet
5	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20	Sans objet
12	Fluides frigorigènes et gaz à effet de serre fluorés	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
13	Disconnexion	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 21	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a permis de constater:

- l'absence de connaissance des dispositifs de prétraitement des eaux résiduaires industrielles opérationnels sur le site;
- l'absence d'autosurveillance des rejets aqueux pré-traités, avant rejet dans le réseau et la station d'épuration communal;
- le mauvais état d'entretien des surfaces situées proche de la fumière et de la piste de lavage.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 1.1						
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Description des installations classées						
<b>Prescription contrôlée :</b> La Communauté des Communes du Kreizh Breizh, est autorisée à exploiter, 12 rue Rosa Le Hénaff à ROSTRENEN, un abattoir intercommunal d'animaux de boucherie dont la production maximale annuelle (250 jours d'activité) sera de 1700 tonnes de carcasses soit 6,8 tonnes par jour en pointe et un atelier de découpage des viandes dont la production annuelle (180 jours d'activité) sera de 846 tonnes soit 4,7 tonnes par jour en pointe.						
Liste des rubriques relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : - <u>2210-1</u> : Abattage d'animaux Le poids des carcasses susceptibles d'être abattues étant supérieur à 2 tonnes/jour. - Capacité autorisée : 6,8 t/j en pointe – 1 700 t/an - Régime : A  - <u>2221-1</u> : Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour animaux de compagnie. La quantité de produits entrant étant supérieure à 2 tonnes/jour - Capacité autorisée : 4,7 t/j en pointe – 846 t/an - Régime : A - <u>2920-2-b</u> : Installation de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa ne comprimant ni utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW - Capacité autorisée : 68 kW - Régime : D						
<b>Constats :</b> - <u>Rubrique n°2210:</u> Les niveaux d'abattage suivants ont été communiqués à l'inspection: - 2022: 490,10 tonnes; - 2023: 526,77 tonnes; - 2024 (jusqu'à semaine 16):162,9 tonnes. Les capacités d'abattage annuelles et journalières sont respectées.  - <u>Rubrique n°2221:</u> L'exploitant indique que le niveau de découpe est de 1 t/jour maximum, avec une prévision de 50 t/an. Là aussi, les capacités sont respectées.  - <u>Rubrique n°2920:</u> rubrique supprimée par le décret du 22 octobre 2018.  - <u>Rubrique n°1185:</u> Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)  L'exploitant a communiqué un inventaire des fluides frigorigènes fluorés utilisés dans les installations frigorifiques:						
Désignation	Référence			Nature du fluide	Quantité / kg	Quantité en Téqu C02
Centrale positive	Silent	Twin	4FES-5Y+4DES-7Y Inv	R454-C	32	4,7

Groupe condensation	Silent Pack 4CES-9Y	R454-C	24	3,6
Groupe condensation	Silent Pack 4PES-15Y	R454-C	34	5
Groupe condensation	Silent Pack 4CES-9Y	R454-C	16	2,4
Groupe condensation	Silag 4561PTX	R45-C	4	0,6

La charge totale de FFF dans l'installation est de 110 kg, inférieur au seuil de classement à la rubrique 1185-2.a (300 kg). Il conviendra de s'assurer de l'exhaustivité de cette liste au regard des équipements présents sur site.

- Rubrique 2355: Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage de peau est inférieure à 10 t. Le site n'est pas concerné par cette rubrique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
<b>Constats :</b> L'accès au site est sécurisé par un portail électrique. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation. Le périmètre du site est clôturé sur une majeure partie par des murs en plaques de béton. La configuration du site, avec portail fermé, ne permet pas aux animaux de s'échapper de l'enceinte de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
<b>Constats :</b> La zone à proximité de l'aire de lavage des bétailières et du stockage des fumiers n'est pas correctement entretenu. Des mauvaises herbes jonchent le sol. L'aire de lavage des bétailières n'est pas couverte. L'ensemble des eaux pluviales récoltées transitent vers le réseau des eaux industrielles. Une gouttière sur la toiture de la fumière était obstruée, avec l'accumulation de végétaux (mousses, branches...). Des équipements vétustes et des gravats de chantiers sont entreposés de part et d'autre du sol, ne permettant pas un entretien aisé.

Cette absence d'entretien présente un risque de prolifération des nuisibles. L'ouvrage de collecte et d'évacuation des eaux usées de la piste de lavage est bouché.
Le portail du local de stockage des cuirs est dégradé, oxydé par la rouille.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Sécurité électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, il n'y a pas eu de contrôles des installations électriques en 2023. Des travaux ont été engagés dans le cadre de la mise en conformité des locaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra transmettre le dernier rapport de contrôle des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ratio
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.
<b>Constats :</b> Les relevés de consommation d'eau pour les 3 dernières années ont été communiqués à l'inspection, avec les données suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2022: 1 646 m<sup>3</sup> (ratio de 3,4 m<sup>3</sup>/tonne abattue);</li> <li>• 2023: 2 036 m<sup>3</sup> (ratio de 3,9 m<sup>3</sup>/tonne abattue);</li> <li>• 2024 (jusqu'à sem. 16): 653 m<sup>3</sup> (4 m<sup>3</sup>/tonne abattue).</li> </ul> Le site dispose d'un compteur d'eau équipé d'une télérelève reliée à la SAUR et permettant une amélioration du suivi de la consommation d'eau. Un relevé hebdomadaire est réalisé et enregistré dans un fichier de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan et diagnostic des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître : - les installations de prélèvements, le réseau d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les

réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes, ...), le déversoir ou bassin de confinement, point de raccordement au réseau collectif, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, piézomètres,...) et les points de mesures.

Ce plan est tenu à disposition des installations classées, de l'agent chargé de la police de l'eau, ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

**- Article 25 de l'arrêté ministériel du 30/04/2004 :**

Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Le dossier d'autorisation originel de 1996 présente des plans des réseaux internes et externes de l'abattoir.

Ces plans ne sont pas tenus à jour.

L'exploitant précise qu'un diagnostic réseau est en cours. Une inspection télévisée des réseaux d'assainissement en service (ITV) a été réalisée le 14/09/2023 par un prestataire externe.

Des constats de non-conformités sont mentionnés dans le rapport d'inspection du prestataire du 09/10/2023 avec différents niveaux de gravité (gravité 1 et 2).

En synthèse:

- des fissures, ruptures, effondrements et sol visible sont observés sur le tronçon EU3 - piste de lavage;
- des dépôts de gravats sont observés sur le tronçon EU3-dégrilleur, empêchant une inspection complète de la conduite;
- des déformations sont observées sur le tronçon B1-R1;
- des déplacements d'assemblage, fissures, réparation défectueuse sont constatées sur le tronçon Débourbeur-EU3.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** L'exploitant devra transmettre:

- un plan des réseaux du site à jour, en tenant compte des prescriptions techniques ci-dessus.
- un plan d'actions pour la réfection des réseaux, en tenant compte de la gravité des constats observés (gravité 2 en priorité).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 7 : Eaux résiduaires industrielles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Raccordement station d'épuration communale

**Prescription contrôlée :**

Dans le cas où l'installation ne dispose pas de ses propres dispositifs d'épuration, l'exploitant s'assure du caractère pérenne du traitement de ses effluents par une station d'épuration extérieure à l'installation. Il garantit le respect de valeurs limites de rejet compatibles avec les capacités de traitement de la station d'épuration et les valeurs limites de rejet de cette station.

Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent dans de bonnes conditions.

<p>L'étude d'impact comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude de la station à traiter l'effluent tel que décrit ci-dessus, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser ou réguler les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents. [...]</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.</p> <p>Pour les installations déjà raccordées faisant l'objet d'une extension, l'étude d'impact comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude de l'infrastructure d'assainissement à acheminer et traiter les effluents de l'abattoir dans de bonnes conditions, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux résiduaires du site sont raccordées à la station d'épuration communale de Rostrenen, au lieu-dit Pont Latten.</p> <p>Une convention de rejet a été signée le 05/06/1997. Elle n'a pas été renouvelée ou dénoncée depuis cette date.</p> <p>L'article 11 de cette convention précise que : <i>"La présente convention prend effet à la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire. Elle est prévue pour une durée de 10 ans. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction par période de 5 ans, sans pouvoir excéder une durée globale de 20 ans.</i></p> <p><i>Toute dénonciation de l'une ou l'autre des parties devra intervenir un an au moins avant les échéances ci-dessus, par lettre recommandée."</i></p> <p>Comme évoqué en inspection, le système d'assainissement collectif des eaux usées de la station d'épuration de Pont-Latten à Rostrenen doit faire l'objet d'un plan d'actions correctives en lien avec la demande des services de la DDTM.</p> <p>Parmi ces actions, les arrêtés d'autorisation de déversement et les conventions de rejets avec les industriels raccordés à la station doivent être actualisés, en visant notamment à s'assurer que les flux hydrauliques et organiques aboutissant à la station d'épuration sont maîtrisés et en adéquation avec la capacité de traitement de celle-ci.</p> <p>Le site de l'abattoir intercommunal est donc concerné par cette actualisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre au service d'inspection la convention de rejet à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 8 : Eaux résiduaires industrielles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Descriptif des ouvrages de prétraitement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux usées avant déversement dans le réseau communal subissent un prétraitement. Les équipements comportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un déboureur dégraisseur en complément du dégrillage pour le prétraitement des eaux usées de l'abattage ;</li> <li>• un déboureur statique pour le prétraitement des eaux usées de lavage des véhicules ;</li> </ul>



- un canal de mesure de l'ensemble des effluents pré-traités. Un bilan de pollution annuel sur 24 heures sera effectué par un organisme indépendant. Les résultats des mesures seront transmis à l'inspecteur des installations classées.

#### Constats :

L'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer les modalités de fonctionnement du dispositif de prétraitement et de surveillance des effluents, tel que décrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et la convention de déversement et si celui-ci était opérationnel.

Le dégrilleur n'est pas opérationnel (la conduite EU3-Dégrilleur, n'a pas pu être entièrement inspectée lors du passage caméra ITV - cf.fiche de constat n°6). Des paniers amovibles (6 mm) sont présents dans les différents ateliers de l'abattoir.

Il existe 4 fosses de décantation des effluents avant rejet vers le système d'assainissement communal.

L'exploitant indique que des études sont en cours avec un prestataire externe pour s'assurer des modalités de collecte et de prétraitement des effluents.

Cette étude est conditionnée à la réception de relevé topographique du géomètre superposé aux données issues de l'ITV.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra:

- mettre en place un système de prétraitement opérationnel des effluents, permettant de respecter les valeurs limites d'émissions autorisées;
- transmettre un dossier de porter-à-connaissance présentant les dispositifs de prétraitement et les modalités d'autosurveillance des rejets aqueux;
- un plan d'action avec un échéancier de mise en œuvre des travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

### N° 9 : Eaux résiduaires industrielles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

#### Prescription contrôlée :

Au vu de l'étude de traitabilité des eaux résiduaires, celles-ci sont rejetées après prétraitement (dégrillage et decanteur statique à dans le réseau collectif puis traitées par la station collective de Pont Latten (ROSTRENEN).

Une convention régissant les rapports entre l'exploitant, la collectivité et la Communauté des Communes du Kreiz Breizh est établie et tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service de la Police de l'Eau. Sans préjudice des dispositions de cette convention, les eaux déversées dans ledit ruisseau doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeurs maximales
Volume / jour	30 m <sup>3</sup> /j
Débit horaire	4 m <sup>3</sup> /h
MES	46 kg/j
DBO5 (*)	46 kg/j
DCO (*)	100 kg/j
MO= (1 DCO + 2 DBO5) / 3	64 kg/j
NK	8 kg/j
Pt	0,35 kg/j

- Concentration maximale des rejets:

Paramètre	Valeurs maximales
MES	1 533 mg/l
DBO <sub>5</sub> (*)	1 533 mg/l
DCO (*)	3 333 mg/l
MO (1 DCO + 2 DBO <sub>5</sub> ) / 3	2 133 mg/l
NK	266 mg/l
Pt	11 mg/l

*\*sur effluents bruts non décantés*

- Période de rejet: (5 jours/semaine)
- pH: compris entre 5,5 et 8,5
- Température: inférieure ou égale à 30 °C

#### Constats :

Absence d'autosurveillance des rejets aqueux.

Absence de données d'autosurveillance enregistrées dans GIDAF.

L'installation ne dispose pas de débitmètre permettant la mesure du débit au droit du rejet du site. Le rapport de contrôle inopiné réalisé les 8 et 9 novembre 2023 indique que le déversoir triangulaire en sortie de traitement n'est pas conforme en raison de la vétusté de celui-ci.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** L'exploitant devra:

- présenter et installer un dispositif de prétraitement des eaux usées avant rejet;
- installer les appareils de mesures du débit;
- mettre en place un canal de mesure correctement dimensionné et équipé d'appareils d'échantillonnages;
- s'assurer de la mise à jour et de la réalisation du programme d'autosurveillance des rejets aqueux, en tenant compte des macro-polluants et des substances dangereuses dans l'eau (micro-polluants).

L'exploitant transmettra, avant la mise en œuvre du pré-traitement des eaux usées, un dossier de porter-à-connaissance décrivant les caractéristiques techniques des dispositifs et justifiant de leur efficacité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 10 : Autosurveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence de surveillance

##### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO<sub>5</sub> et MES est conforme à celle indiquée en annexe III.

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total. [...]

- Azote total : 50 kg/j.

- Phosphore total : 15 kg/j.

Ces mesures sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit. [...]

<b>Constats :</b> Absence de programme d'autosurveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 11 : Fluides frigorigènes et gaz à effet de serre fluorés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fiche intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement. Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (2) comme fiche d'intervention.
<p><b>Constats :</b> Les fiches d'intervention sur les équipements ont été communiquées. Les coordonnées de l'opérateur, son n° d'attestation de capacité et les équipements concernés (nature du fluide, charge) sont bien mentionnés.</p> <p>Cependant, certaines fiches sont incomplètes, notamment les mentions relatives à fréquence minimale du contrôle périodique en fonction de la charge. (cf.fiche 802-2045-1 du 24/01/2024, n°802-1981-1 du 01/12/2023, n°802-1787-1 du 25/08/2023, 802-1982-1 du 01/12/2023, n°802-1571-1 du 07/06/2023, n°802-2013-1 du 28/12/2023).</p> <p>Certaines fiches d'interventions ne sont pas signées par le détenteur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer de l'adéquation des fiches avec l'inventaire transmis (vérification des charges), les équipements sur place (étiquette) et l'exhaustivité de la liste;</li> <li>• compléter les fiches et vérifier les fréquences de contrôle périodique en fonction de la nature du fluide.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Fluides frigorigènes et gaz à effet de serre fluorés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Marque de contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b> Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les marques de contrôle d'étanchéité étaient apposées sur les équipements, avec la date du prochain contrôle.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 13 : Disconnexion</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de disconnexion
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'approvisionnement en eau potable par un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant le site ne dispose pas de disconnecteur. L'abattoir ne dispose pas de forage pour l'alimentation et de circuit de chauffage (ballon électrique pour l'eau chaude).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra s'assurer et vérifier l'absence de risque particulier permettant de justifier l'absence de disconnecteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/1998, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum: <ul style="list-style-type: none"> <li>• deux hydrants pouvant fournir en simultané 120 m<sup>3</sup>/heure pendant 2 heures;</li> <li>• un réseau de robinets incendie armés susceptible de couvrir l'ensemble de l'établissement;</li> <li>• un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus.</li> </ul> En outre : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les extincteurs sont d'un type homologué NFMIH;</li> <li>• les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement;</li> <li>• le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers ; l'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.</li> </ul> Des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction où de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés à l'inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie.  - les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées; - le local de stockage des vides sera desservi par une porte de sortie de 0,90 m de large au moins, s'ouvrant à la française et débouchant directement sur l'extérieur.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que des extincteurs font l'objet de vérification annuelle. Il doit s'assurer des autres mesures de moyens de lutte et de défense incendie sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra:

- transmettre à l'inspecteur les derniers rapports de vérification des extincteurs;
- préciser les modalités de lutte contre l'incendie et s'assurer de la conformité avec la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation;
- justifier le dimensionnement des besoins en eau d'extinction sur le site, pour la défense extérieure contre l'incendie (calcul de la D9) ;
- justifier des moyens de confinement des eaux d'extinction d'incendie et susceptibles d'être polluées, disponibles sur le site (calcul de la D9A).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**Annexe confidentielle**

**Non communicable au public**

**Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5
Information confidentielle : cf.photos n°1 à 10